

Het verslag van die evaluatie zal inzonderheid een analyse bevatten van de resultaten van de studenten die een beurs genieten en van de studenten van eenvoudige afkomst.

Het verslag wordt ten laatste op 1 juni 2011 op het parlement neergelegd. »

**Art. 15.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-President, Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK.

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Stukken van de Raad.* – Decreetontwerp, nr. 117-1. — Commissieamendementen nr. 117-2. – Verslag, nr. 117-3.  
*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 juni 2005.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 2090

[C – 2005/29231]

### 20 JUILLET 2005. — Décret relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les droits perçus par les hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture jusqu'à l'année académique 2004-2005 incluse, complémentaires au minerval imposé par l'article 12, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ne seront en aucune façon remboursés.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable :

1° aux droits complémentaires qui auraient été perçus en violation des articles 12, § 2, alinéas 3 à 5, de la même loi;

2° aux remboursements ordonnés par des décisions de justice rendues à la suite d'une action introduite devant les cours et tribunaux avant le 5 juillet 2005;

3° aux droits qui excèdent un montant maximum par année académique correspondant à sept fois le montant du minerval imposé par l'article 12, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, précités.

**Art. 2.** A l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 5 août 1978, l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986, et les décrets des 12 juillet 1990, 9 septembre 1996 et 2 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 3 :

« Pour les étudiants qui ne sont pas visés à l'alinéa 3, ces droits complémentaires ne peuvent excéder le montant de 422 euros pour l'enseignement supérieur de type long et de 282 euros pour l'enseignement supérieur de type court. En outre, ces droits complémentaires ne peuvent excéder les montants imposés par les établissements pour l'année académique 2004-2005. Les commissaires du Gouvernement vérifient le respect de la présente disposition. »;

b) les alinéas suivants sont insérés après le nouvel alinéa 4 :

« Les plafonds fixés à l'alinéa 4 sont diminués chaque année académique de dix pour cent du montant initial. Pour les étudiants de condition modeste, ces plafonds sont diminués chaque année académique de vingt pour cent du montant initial. Le Gouvernement définit ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste. »;

c) le § 2 est complété par les alinéas suivants :

« Pour l'année académique 2005-2006, ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire, les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis individuellement à l'étudiant. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. Ils ne peuvent excéder les montants imposés par les établissements pour l'année académique 2004-2005.

Pour l'année académique 2006-2007 et les années académiques suivantes, le Gouvernement fixe, respectivement, pour les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants qui ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire. Ces frais sont mentionnés dans le règlement des études propre à chaque établissement. »

**Art. 3.** Il est inséré dans le Chapitre II du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, une Section 5 intitulée «Allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur», et comprenant un article *21quater* rédigé comme suit :

« Article *21quater*. Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux Hautes Ecoles à concurrence d'un pourcentage de la somme des montants déduits l'année budgétaire précédente en application de l'article 12, § *2ter-bis*, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Cette allocation est répartie entre les Hautes Ecoles au prorata de leur nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de 15 la première année. Il est ensuite augmenté de 15 chaque année pendant cinq ans. Il est égal à 100 à partir des années suivantes.»

**Art. 4.** Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux Ecoles supérieures des Arts à concurrence d'un pourcentage de la somme des montants déduits l'année budgétaire précédente en application de l'article 12, § *2bis*, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Cette allocation est répartie entre les Ecoles supérieures des Arts au prorata de leur nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de 15 la première année. Il est ensuite augmenté de 15 chaque année pendant cinq ans. Il est égal à 100 à partir des années suivantes.

**Art. 5.** Une allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est attribuée aux Instituts supérieurs d'Architecture à concurrence d'un pourcentage de la somme des montants déduits en application de l'article 12, § *2ter*, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Cette allocation est répartie entre les Instituts supérieurs d'Architecture au prorata de leur nombre d'étudiants entrant en ligne de compte pour le financement.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est de 15 la première année. Il est ensuite augmenté de 15 chaque année pendant cinq ans. Il est égal à 100 à partir des années suivantes.

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2005-2006, à l'exception de l'article 2, B), qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2007-2008, et des articles 3 à 5 qui entrent en vigueur à partir de l'année budgétaire 2008.

Les plafonds fixés par l'article 2, A), ne sont pas d'application pour l'année académique 2005-2006. Toutefois, les montants perçus pour cette année académique ne peuvent excéder un montant maximum correspondant à sept fois le montant du minerval imposé par l'article 12, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2005.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 143-1. — Amendements en commission, n° 143-2. — Rapport, n° 143-3. — Amendement en séance, n° 143-4.

*Compte-rendu intégral.* — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2005.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2090

[S — C — 2005/29231]

**20 JULI 2005. — Decreet betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het inschrijvingsgeld dat geïnd is door de Hogescholen, de Hogere Kunstschole en de Hogere instituten voor architectuur tot en met het academiejaar 2004-2005, bijkomend aan het inschrijvingsgeld opgelegd bij artikel 12, § 2, 1ste en 2de lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zullen geenszins worden terugbetaald.

Het 1 ste lid is niet van toepassing :

1° op het bijkomend inschrijvingsgeld dat geïnd zou zijn in tegenstrijd met de artikelen 12, § 2, leden 3 tot 5, van dezelfde wet;

2° op de terugbetalingen bevolen door gerechtelijke beslissingen die genomen zijn na een vordering ingesteld bij de hoven en rechtbanken vóór 5 juli 2005;

3° op het inschrijvingsgeld dat per academiejaar een maximaal bedrag overschrijdt dat overeenstemt met zeven keer het bedrag van het inschrijvingsgeld opgelegd bij voornoemd artikel 12, § 2, lid 1 en 2.

**Art. 2.** In artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1978, het koninklijk besluit nr. 462 van 17 september 1986 en de decreten van 12 juli 1990, 9 september 1996 en 2 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het volgend lid wordt ingevoegd na het 3de lid :

« Voor de studenten die niet in het 3de lid bedoeld zijn, kan dat bijkomend inschrijvingsgeld het bedrag van 422 euro niet overschrijden voor het hoger onderwijs van het lange type en van 282 euro voor het hoger onderwijs van het korte type. Daarenboven kan dat bijkomend inschrijvingsgeld de door de instellingen opgelegde bedragen voor het academiejaar 2004-2005 niet overschrijden. De Regeringscommissarissen controleren de naleving van deze bepaling. »;

b) de volgende leden worden ingevoegd na het nieuwe 4de lid :

« De in het 4de lid vastgestelde maximale bedragen worden elk academiejaar verminderd met tien percent van het oorspronkelijk bedrag.

Voor de studenten van eenvoudige afkomst worden die maximale bedragen elk academiejaar verminderd met twintig percent van het oorspronkelijk bedrag. De Regering bepaalt wat er verstaan moet worden onder student van eenvoudige afkomst. » ;

c) § 2 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Voor het academiejaar 2005-2006 worden de werkelijke kosten voor de goederen en diensten die individueel aan de student verleend worden, niet als bijkomend inschrijvingsgeld beschouwd. Die kosten worden vermeld in het studiereglement van elke instelling. Zij kunnen de bedragen die door de instellingen opgelegd zijn voor het academiejaar 2004-2005 niet overschrijden.

Voor het academiejaar 2006-2007 en de volgende academiejaren stelt de Regering respectievelijk voor de Hogescholen, de Hogere kunstschole en de Hogere instituten voor Architectuur de lijst vast van de werkelijke kosten voor de goederen en diensten die individueel aan de studenten verleend worden en niet als bijkomend inschrijvingsgeld worden beschouwd. Die kosten worden vermeld in het studiereglement van elke instelling. »

**Art. 3.** In Hoofdstuk II van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt een Afdeling 5 ingevoegd met als titel "Toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs", die een artikel 21<sup>quater</sup> bevat, luidend als volgt :

« Art. 21<sup>quater</sup>. Een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs wordt toegekend aan de Hogescholen tegen een percentage van de som van de bedragen die vorig begrotingsjaar afgetrokken zijn bij toepassing van artikel 12, § 2<sup>bis</sup>, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Die toelage wordt verdeeld onder de Hogescholen naar rato van hun aantal studenten die in aanmerking komen voor de financiering.

Het in het 1ste lid bedoelde percentage bedraagt 15 % het eerste jaar. Achteraf wordt dat percentage elk jaar en gedurende vijf jaar telkens met 15 % vermeerderd. De jaren nadien bedraagt dat percentage 100 %. »

**Art. 4.** Een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs wordt toegekend aan de Hogere kunstschole tegen een percentage van de som van de bedragen die vorig begrotingsjaar afgetrokken zijn bij toepassing van artikel 12, § 2<sup>ter</sup>, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Die toelage wordt verdeeld onder de Hogere kunstschole naar rato van hun aantal studenten die in aanmerking komen voor de financiering.

Het in het 1ste lid bedoelde percentage bedraagt 15 % het eerste jaar. Achteraf wordt dat percentage elk jaar en gedurende vijf jaar telkens met 15 % vermeerderd. De jaren nadien bedraagt dat percentage 100 %. »

**Art. 5.** Een toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs wordt toegekend aan de Hogere instituten voor Architectuur tegen een percentage van de som van de bedragen die vorig begrotingsjaar afgetrokken zijn bij toepassing van artikel 12, § 2 ter-bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Die toelage wordt verdeeld onder de Hogere instituten voor Architectuur naar rato van hun aantal studenten die in aanmerking komen voor de financiering.

Het in het 1ste lid bedoelde percentage bedraagt 15 % het eerste jaar. Achteraf wordt dat percentage elk jaar en gedurende vijf jaar telkens met 15 % vermeerderd. De jaren nadien bedraagt dat percentage 100 %.

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2005-2006 met uitzondering van artikel 2, B), dat in werking treedt vanaf het academiejaar 2007-2008, en van de artikelen 3 tot 5 die in werking treden vanaf het begrotingsjaar 2008.

De maximale bedragen vastgesteld bij artikel 2, A), zijn niet van toepassing voor het academiejaar 2005-2006. De bedragen die evenwel geïnd zijn voor dat academiejaar kunnen niet een maximaal bedrag overschrijden dat overeenstemt met zeven keer het bedrag van het inschrijvingsgeld opgelegd bij artikel 12, § 2, leden 1 en 2 van voornoemde wet van 1959.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Stukken van de Raad.* — Decreetontwerp, nr. 143-1. — Commissieamendementen, nr. 143-2. — Verslag, nr. 143-3. — Amendement van de vergadering, nr. 143-4.

*Integraal verslag.* — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2005.

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 2091

[C - 2005/29227]

### 20 JUILLET 2005. — Décret organisant le diplôme de géomètre-expert immobilier tel que délivré par les établissements d'enseignement supérieur de type court de promotion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le diplôme de géomètre-expert visé à l'article 2, 1<sup>o</sup>, d), de la loi du 11 mai 2003 protégeant le titre et la profession de géomètre-experts peut être délivré à l'issue de l'épreuve intégrée de la Section « gradué géomètre-expert immobilier ».

§ 2. Lors de l'épreuve intégrée, l'étudiant devra prouver son savoir, son savoir-faire et son savoir-être en présentant un projet personnel qui intégrera les finalités des différentes unités de formation déterminantes.

Il portera sur les matières suivantes :

- 1<sup>o</sup> Instruments, méthodes de levés et de dessin topographiques.
- 2<sup>o</sup> Dessin assisté par ordinateur appliqué à la topographie.
- 3<sup>o</sup> Méthodes de levés et de calculs topographiques.
- 4<sup>o</sup> Technologie, métrés et sciences de la terre.
- 5<sup>o</sup> Expertise immobilière.
- 6<sup>o</sup> Gestion foncière.

Le jury, devant lequel l'épreuve visée au § 1<sup>er</sup> est présentée, est composé du Conseil des études de la section « gradué géomètre-expert immobilier ».